

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'imprimerie Nationale à Rufisque

Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

| | VOIE NORMALE | VOIE AERIENNE | |
|---|--------------------------------|------------------|--------------------|
| | Six mois | Un an | Six mois |
| an Sénégal et autres Etats de la CEDEAO | 15.000 f | 31.000 f | - |
| Etranger : France, Zaire R.C.A. Gabon, Maroc, Algérie, Tunisie, | - | - | 20.000 f. 40.000 f |
| Etranger : Autres Pays | - | - | 23.000 f 46.000 f |
| Prix du numéro | Année courante 600 f | Année ant. 700 f | |
| Par la poste | Majoration de 130 f par numéro | | |
| Journal légalisé | 900 f | - | Par la poste |

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520790630/81

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

2010

30 septembre Décret n° 2010-1298 modifiant le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères 1342

11 septembre Décret n° 2010-1187 mettant fin aux fonctions de Ministres, nommant de nouveaux Ministres et fixant la composition du Gouvernement 1342

4 novembre ... Décret n° 2010-1439 modifiant le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères 1344

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2010

29 juillet Arrêté ministériel n° 6889 portant création de la Cellule de Suivi de l'Intégration 1344

2 août Arrêté ministériel n° 6942 portant dématérialisation des procédures et des formalités du Commerce extérieur au Sénégal 1345

2010

6 août Arrêté interministériel n° 7035 MEF-ME-MC abrogeant et remplaçant l'arrêté interministériel n° 6533 ME-CNH du 17 juillet 2010 portant révision des marges de distribution, de grossiste et de détail, des droits de passage et de la péréquation transport des hydrocarbures raffinés 1346

MINISTERE DE L'ENERGIE

2010

16 avril Arrêté ministériel n° 3523 ME-CNH fixant les prix plafond des hydrocarbures à la consommation pour compter du 17 avril 2010 1347

17 mars Arrêté interministériel n° 2463 ME-MTTTTF abrogeant l'arrêté miniterministériel n° 6508 MEM-MIETTTMI du 10 août 2004 portant agrément pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés accordé à M. Mamadou Sady et accordant l'agrément pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés à la Société Transports Sady SARL 1353

MINISTERE DU COMMERCE

28 septembre Arrêté ministériel n° 8757 portant création et organisation du centre de Recherche, d'Analyses des échanges et statistiques (CRADES) 1354

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 1356

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET n° 2010-1298 du 30 septembre 2010
modifiant le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010
portant répartition des services de l'Etat et du
contrôle des établissements publics, des sociétés
nationales et des sociétés à participation
publique entre la Présidence de la République,
la Primature et les ministères.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 :

Vu la loi n° 90-07 du 28 juin 1990, relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique :

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre :

Vu le décret n° 2010-876 du 28 juin 2010, mettant fin aux fonctions d'un Ministre, nommant un nouveau Ministre et fixant la composition du Gouvernement :

Vu le décret 2010-925 du 8 juillet 2010, portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères modifié par le décret n° 2010-1036 du 5 août 2010 :

Sur le rapport du Premier Ministre.

DECRETE :

Article premier. - L'article premier du décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Article premier:

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

4°) Secrétariat général de la Présidence de la République :

Ajouter :

Après Cellule Formation, Education et Culture :

- Cellule d'Appui à la Promotion de l'Enfance (CAPE) ;

- Projet Hôpital DALAL DIAM.

MINISTERE DU GENRE ET DES RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS FEMININES AFRICAINES ET ETRANGERES

2°) Direction et service :

Ajouter :

« Direction de l'Equité et de l'Egalité du Genre ».

MINISTERE DU TRAVAIL ET DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

3°) Autres administrations

Ajouter :

- Commission de Supervision et de Régulation des Institutions de Sécurité sociale (COSRISS) :

- Comité national du Dialogue social.

MINISTERE L'ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE, DE L'ELEMENTAIRE, DU MOYEN SECONDAIRE ET DES LANGUES NATIONALES

4°) Autres administrations

Ajouter :

- Institut islamique de Dakar.

Art. 2. - Le Premier Ministre, les Ministres d'Etat et les Ministres sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 30 septembre 2010.

Abdoulaye WADE,

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

DECRET n° 2010-1187 du 6 septembre 2010 mettant fin aux fonctions de Ministres, nommant de nouveaux Ministres et fixant la composition du Gouvernement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43, 49 et 53 :

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre :

Vu le décret n° 2010-749 du 10 juin 2010 mettant fin aux fonctions d'un ministre et fixant la composition du Gouvernement :

Vu le décret n° 2010-876 du 28 juin 2010 mettant fin aux fonctions d'un ministre et fixant la composition du Gouvernement :

Sur proposition du Premier Ministre,

DECRETE :

Article premier. - Il est mis fin aux fonction de :

M. Bécaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur ;

M. Abdoulaye Baldé, Ministre d'Etat, Ministre des Forces armées ;

M. Ousmane Ngom, Ministre d'Etat, Ministre des Mines, de l'Industrie, de L'Agro Industrie et des PME.

- Art. 2. - - Sont nommés :
- M^e. Ousmane Ngom, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur ;
 - M. Bécaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre des Forces armées ;
 - M. Abdoulaye Baldé, Ministre d'Etat, Ministre des Mines, de l'Industrie et des PME.
- Art. 3. - La composition du Gouvernement s'établit comme suit :
- 1. M. Madické Niang, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères ;
 - 2. M^e Ousmane Ngom, Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur ;
 - 3. M. Abdoulaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances ;
 - 4. M. Cheikh Tidiane Sy, Ministre d'Etat, Garde de Sceaux, Ministre de la Justice ;
 - 5. M. Bécaye Diop, Ministre d'Etat Ministre des Forces armées ;
 - 6. M. Djibo Leyti Kâ, Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;
 - 7. M. Karim Wade, Ministre d'Etat, Ministre de la Coopération internationale, de l'Aménagement du territoire, des Transports aériens et des Infrastructures ;
 - 8. M. Oumar Sarr, Ministre d'Etat, Ministre de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique ;
 - 9. M. Abdoulaye Baldé Ministre d'Etat, Ministre des Mines, de l'Industrie, de l'Agro Industrie et des PME ;
 - 10. M^{me} Awa Ndiaye, Ministre d'Etat, Ministre du genre et des relations avec les associations féminines africaines et étrangères ;
 - 11. M^{me} Innocence Ntap, Ministre d'Etat, Ministre du Travail et des Organisations professionnelles ;
 - 12. M. Diakaria Diaw, Ministre d'Etat, Ministre de la Fonction publique et de l'Emploi ;
 - 13. M. Samuel Amète Sarr, Ministre d'Etat Ministre de l'Energie ;
 - 14. M^{me} Ndèye Khady Diop, Ministre d'Etat, Ministre de la Famille, des Organisations féminines et de la Protection de l'enfance ;
 - 15. M. Khouraichi Thiam, Ministre de l'Economie maritime ;
 - 16. Professeur Amadou Tidiane Bâ, Ministre de l'Enseignement supérieur, des Universités, des Centres Universitaires, Régionaux (CUR) et de la Recherche scientifique ;
 - 17. M. Khadim Guèye, Ministre de l'Agriculture ;
 - 18. M. Kalidou Diallo, Ministre de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire du Moyen Secondaire et des Langues nationales ;
 - 19. M. Modou Diagne Fada, Ministre de la Santé et de la Prévention ;
 - 20. Dr Aliou Sow, Ministre de la Décentralisation et des Collectivités locales ;
 - 21. M. Mamadou Lamine Keita, Ministre de la Jeunesse ;
 - 22. M. Thieno Lô, Ministre de l'Artisanat, du Tourisme et des Relations avec le Secteur privé et le Secteur informel ;
 - 23. M. Adama Sall, Ministre de l'Urbanisme et de l'Assainissement ;
 - 24. M. Mamadou Bousso Lèye, Ministre de la Culture et des Loisirs ;
 - 25. M^{me} Oumou Khaïry Guèye Seck, Ministre de l'Elevage ;
 - 26. M^{me} Nafy Diouf Ngom, Ministre des Transports terrestres et des Transports ferroviaires ;
 - 27. M. Moussa Sakho, Ministre de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;
 - 28. M. Amadou Niang, Ministre du Commerce ;
 - 29. Moustapha Guirassy, Ministre de la Communication, et des Télécommunications Porte parole du Gouvernement ;
 - 30. M. Sada Ndiaye, Ministre des Sénégalais de l'Extérieur ;
 - 31. M. Faustin Datta, Ministre des Sports ;
 - 32. M^{me} Thérèse Coumba Djop, Ministre de l'Action sociale et de la Solidarité nationale ;
 - 33. M^{me} Aminata Lô, Ministre chargée des relations avec les Institutions ;
 - 34. M^{me} Seynabou Ly Mbacké, Ministre de l'Entreprenariat féminin et de la Micro-finance ;
 - 35. M^{me} Fatou Blondin Ndiaye Diop, Ministre chargée des Technologies de l'Information et de la Communication ;

36. M^{me} Khady Mbow, Ministre de l'Hygiène publique et du Cadre de Vie ;

37. M. Babacar Ndao, Ministre chargé des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs artificiels et de la Pisciculture ;

38. M. Louis Seck, Ministre des Energies renouvelables ;

Ministres délégués :

39. M. Abdoulaye Diop, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget ;

40. M^{me} Mame Astou Guèye, Ministre déléguée auprès du Ministre de la Coopération internationale, chargée de la Coopération décentralisée ;

41. M^{me} Coumba Gaye, Ministre déléguée auprès du Ministre de la Justice, chargée des Droits Humains ;

Art. 4. - Le présent décret sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar le 11 septembre 2010.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE.

DECRET n° 2010-1439 du 4 novembre 2010
modifiant le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu la loi n° 90-07 du 28 juin 1990, relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret 2010-925 du 8 juillet 2010, portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères modifié par le décret n° 2010-1036 du 5 août 2010 et 2010-1298 du 30 septembre ;

Vu le décret n° 2010-1356 du 4 octobre 2010, nommant un nouveau Ministre et fixant la composition du Gouvernement ;

Sur le rapport du Premier Ministre.

DECRETE :

Article premier. - Le décret n° 2010-925 du 8 juillet 2010 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

MINISTERE DE L'HABITAT,
DE LA CONSTRUCTION
ET DE L'HYDRAULIQUE

2^e) Directions :

Supprimer :

Direction des infrastructures médicales.

MINISTERE DE LA SANTE
ET DE LA PREVENTION

3^e) Directions :

Ajouter :

Direction des infrastructure médicales.

Art. 2. - Le Premier Ministre, et les Ministres sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 4 novembre 2010.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné NDIAYE

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

ARRETE MINISTERIEL n° 6889 en date du 29 juillet 2010 portant création de la Cellule de Suivi de l'Intégration.

Article premier. - Il est créé une structure dénommée « Cellule de Suivi de l'Intégration », rattachée au Cabinet du Ministre en charge de l'Economie et des Finances.

Art. 2. - La Cellule de Suivi de l'Intégration est dirigée par un Chef de Cellule ayant rang de Conseiller technique, nommé par arrêté du Ministre en charge de l'Economie et des Finances, et assisté de collaborateurs.

Art. 3. - Placée sous l'autorité du Ministre en charge de l'Economie et des Finances, la Cellule de Suivi de l'Intégration est chargée de traiter, en relation avec les services techniques compétents du Ministère et dans le respect de leurs attributions les dossiers :

- de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
- de la Communauté des Etats Sahélo-Sahéliens ;
- de l'Union Africaine ;
- et de toute organisation d'intégration économique africaine.

A ce titre la Cellule de Suivi de l'Intégration est chargée :

- d'assurer la coordination des activités du Comité des Mandats et du Comité national de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
 - d'effectuer le suivi au niveau national des dossiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine, en veillant notamment à l'application des actes communautaires ;
 - de participer aux réunions du Comité des Experts Statutaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
 - de suivre les activités de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest relevant des attributions du Ministère de l'Economie et des Finances ;
 - de suivre, en relation avec les services techniques compétents du Ministère de l'Economie et des Finances, les questions d'intégration économique traitées dans d'autres instances régionales et internationales ;
 - de contribuer à l'examen des questions de commerce régional et international concernant le Ministère de l'Economie et des Finances ;
 - d'initier et de conduire des travaux sur les questions d'intégration régionale.
- Art. 4. - Dans le cadre de ses attributions, la Cellule de Suivi de l'Intégration :
- organise les réunions du Comité des Mandats et du Comité national UEMOA et rend compte au Ministère en charge de l'Economie et des Finances des résultats des travaux ;
 - émet des avis et observations sur les documents qui lui sont soumis ;
 - participe aux activités nationales et internationales et rend compte ;
 - organise des séminaires et ateliers.

Art. 5. - Le financement du fonctionnement de la Cellule de Suivi de l'Intégration est assuré par les ressources nationales ainsi que par celles provenant des partenaires extérieurs et destinées à appuyer les actions d'intégration économique.

Art. 6. - La Cellule de Suivi de l'Intégration élaboré un programme d'activités au début de chaque année et présente un rapport d'activité à la fin de l'année.

Art. 7. - Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature et sera enregistré et publié partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 6942 en date du 2 août 2010 portant dématérialisation des procédures et des formalités du Commerce extérieur au Sénégal.

Article premier. - Tous les échanges d'informations ou de documents relatifs aux procédures et aux formalités du commerce extérieur au Sénégal peuvent faire l'objet d'une transmission par voie électronique.

Art. 2. - La transmission par voie électronique de ces informations ou documents se fait à travers la mise en place de plateformes de traitement automatisé.

Art. 3. - L'échange électronique ou de documents n'exonère ni les intervenants, ni les gestionnaires des plateformes de traitement automatisé, ni les utilisateurs du respect de la législation en vigueur.

Art. 4. - Les gestionnaires des plateformes de traitement automatisé des procédures et des formalités de commerce extérieur fournissent à tout utilisateur et intervenant les moyens techniques nécessaires à l'accès aux dites plateformes.

Art. 5. - Les gestionnaires mentionnés à l'article 4 du présent arrêté sont tenus de garantir la continuité du fonctionnement des plateformes de traitement automatisé des procédures et des formalités du commerce extérieur ainsi que la confidentialité et l'intégrité des données traitées.

En cas d'arrêt de fonctionnement, ils doivent en informer immédiatement et expressément tous les intervenants et utilisateurs.

Art. 6. - Sauf disposition contraire, tout document dont l'original est nécessaire à l'accomplissement des procédures et de formalités du commerce extérieur peut être transmis par voie électronique, dès lors que les moyens techniques garantissent son intégrité.

Art. 7. - Sauf disposition contraire, les documents physiques scannés reflétant une reproduction fidèle des originaux peuvent être utilisés dans le cadre du traitement automatisé des procédures et de formalités du commerce extérieur sous réserve que leur intégrité soit garantie.

Art. 8. Nonobstant les dispositions des articles 6 et 7 susmentionnés, les intervenants peuvent, à tout moment, demander les documents physiques accompagnant les dossiers électroniques conformément à la législation en vigueur.

Art. 9. En application des dispositions des articles susvisés, l'Administration des Douanes mettra en place des plateformes d'échange électronique d'informations ou de documents dont les conditions de fonctionnement seront fixées par notes de service du Directeur général des Douanes.

Art. 10. - Le non respect des dispositions du présent arrêté sera sanctionné par les dispositions légales en vigueur.

Art. 11. - Le Ministre du Commerce et le Ministre délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 7035 MEF-ME-MC en date du 6 août 2010 abrogeant et remplaçant l'arrêté interministériel n° 6533 MECNH du 7 juillet 2010 portant révision des marges de distribution, de grossiste et de détail, des droits de passage et de la péréquation transport des hydrocarbures raffinés.

Article premier. - En application de l'article 5 du décret n° 98-339 du 21 avril 1998 fixant les modalités de calcul des droits de passage et de l'article 6 du décret 2006-952 du 26 septembre 2006 fixant les modalités de détermination des prix des hydrocarbures raffinés, le présent arrêté fixe les marges de distribution, la péréquation de transport, les droits de passages, les marges des grossistes et les marges de détail.

Art. 2. - Les marges de distribution, de détail, les droits de passage et la péréquation de transport sont fixés, à compter du 7 août 2010, comme suit.

| Produits | Marge de distribution | dont droits passage de dépôt | dont péréquation transport | Marges de détail | Unité |
|-------------------|-----------------------|------------------------------|----------------------------|------------------|----------------------------|
| BUTANE 12.5/38 kg | 137 394 | 32 480 | 0 | | Frances CFA/TM |
| BUTANE 9 kg | 104 600 | 32 480 | 0 | | Frances CFA/TM |
| BUTANE 6 kg | 104 600 | 32 480 | 0 | | Frances CFA/TM |
| BUTANE 2.7 kg | 104 227 | 32 480 | 0 | | Frances CFA/TM |
| SUPER CARBURANT | 52 960 | 6 000 | 12 000 | 10 500 | Frances CFA/m ³ |
| ESSENCE ORDINAIRE | 52 960 | 6 000 | 12 000 | 10 500 | Frances CFA/m ³ |
| ESSENCE PIROGUE | 77 820 | 6 000 | 12 000 | 10 500 | Frances CFA/m ³ |
| PETROLE LAMPANT | 52 960 | 6 000 | 12 000 | 10 500 | Frances CFA/m ³ |
| GASOIL TERRE | 52 960 | 6 000 | 12 000 | 10 500 | Frances CFA/m ³ |
| DIESEL OIL | 31 144 | 6 000 | 0 | 0 | Frances CFA/TM |
| FUEL OIL 180 CST | 31 144 | 6 000 | 0 | 0 | Frances CFA/TM |
| FUEL OIL 380 CST | 31 144 | 6 000 | 0 | 0 | Frances CFA/TM |
| FUEL OIL SENELEC | 11 354 | 6 000 | 0 | 0 | Frances CFA/TM |
| DISTILLAT TAG | 31 144 | 6 000 | 0 | 0 | Frances CFA/TM |
| KEROSENE TAG | 31 144 | 6 000 | 0 | 0 | Frances CFA/TM |
| NAPHTA | 31 144 | 6 000 | 0 | 0 | Frances CFA/TM |

Toutefois, pour le gaz butane, les droits de passage comportent l'emplissage des bouteilles.

Pour les emballages de 9,6 et 2,7 du gaz butane, les marges de grossiste et détaillant (en francs CFA par emballage) sont les suivantes :

| Bouteilles | Marge grossiste | Marge de détail |
|------------|-----------------|-----------------|
| 9 kg | 170 | 110 |
| 6 kg | 130 | 85 |
| 2,7 kg | 65 | 35 |

Art. 3. - Les droits de passage dépôt sont révisés tous les cinq ans par arrêté conjoint du Ministre chargé des hydrocarbures, du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé du Commerce.

Art. 4. - Le Directeur général des Impôts et des Domaines, le Directeur général de la Comptabilité publique et du trésor, le Directeur général des Finances, le Directeur général des Douanes, le Directeur des Hydrocarbures et des Combustibles Domestiques et le Directeur du Commerce intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié avec ses annexes au *Journal officiel*.

MINISTÈRE DE L'ENERGIE

ARRETE MINISTERIEL n° 3523 ME-CNH en date du 16 avril 2010 fixant les prix plafond des hydrocarbures à la consommation pour compter du 17 avril 2010.

Article premier. - Les prix plafond des hydrocarbures à la consommation applicables pour compter du 17 avril 2010, à partir de 18 H 00, sont indiqués en annexe du présent arrêté. Ces prix sont uniformes sur l'ensemble du territoire national, sauf pour le gaz butane. En dehors de la Région de Dakar, le prix de vente du gaz butane correspond au prix de la structure des prix majoré d'un différentiel de transport fixé par les Services régionaux du Commerce.

Art. 2. - Les prix ex-dépôt et consommateur ainsi que les marges distributeur et transporteur sont des valeurs plafond. En conséquence, les intervenants sont autorisés à vendre les produits en dessous des prix plafond fixés.

Art. 3. - Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent arrêté.

Art. 4. - Le Directeur Général des Douanes, le Directeur Général des Impôts et des Domaines, le Directeur du Trésor et de la Comptabilité Publique, le Directeur des Hydrocarbures et des Combustibles Domestiques et le Directeur du Commerce Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera publié avec ses annexes au *Journal officiel*.

MINISTÈRE DE L'ENERGIE

COMITE NATIONAL DES HYDROCARBURES

STRUCTURE DES PRIX DES PRODUITS PETROLIERS

A compter du 17 avril 2010

Calcul des prix parité importation

A compter du 17 avril 2010

| | Butane | Super | Ess. ordi | Pétrole | Gasoil | Diesel oil | FO 180 CST | FO 380 CST | FO 380 Sénélec |
|---------------------------------|----------|---------|-----------|---------|---------|------------|------------|------------|----------------|
| PRIX CIF NWE (par tonne) | 640.42 | 787.19 | 772.19 | 723.01 | 686.00 | 672.00 | 463.84 | 439.15 | 439.15 |
| FRET DE BASE | 18.00 | 9.78 | 9.78 | 9.78 | 9.78 | 9.78 | 9.78 | 9.78 | 9.78 |
| TAUX REAJ FRET | 6.556 | 2.391 | 2.391 | 2.391 | 2.391 | 2.391 | 2.391 | 2.391 | 2.391 |
| FREAT REAJ | 118.01 | 23.38 | 23.38 | 23.38 | 23.38 | 23.38 | 23.38 | 23.38 | 23.38 |
| MARGE TRADER | | 4.00 | 4.00 | 4.00 | 4.00 | 4.00 | 4.00 | 12.00 | 4.00 |
| PRIX FACTURATION (par tonne) | 758.43 | 814.57 | 799.57 | 750.39 | 713.38 | 699.38 | 491.22 | 474.53 | 466.53 |
| ASSURANCES | 1.14 | 1.22 | 1.20 | 1.13 | 1.07 | 1.05 | 0.74 | 0.71 | 0.70 |
| PERTES | | 2.04 | 2.00 | 1.88 | 1.79 | 1.75 | 1.23 | 1.19 | 1.17 |
| LIBOR | 0.0186 | 0.0186 | 0.0186 | 0.0186 | 0.0186 | 0.0186 | 0.0186 | 0.0186 | 0.0186 |
| FRAIS FIN. | 7.80 | 8.38 | 8.23 | 7.72 | 7.34 | 7.20 | 5.06 | 4.88 | 4.80 |
| SURESTARIES | | 0.533 | 0.533 | 0.533 | 0.533 | 0.533 | 0.533 | 0.533 | 0.533 |
| COUT TOTAL S/T | 767.370 | 826.743 | 811.533 | 761.653 | 724.113 | 709.913 | 498.783 | 481.843 | 473.733 |
| PARITE S/F CFA | 486.07 | 486.07 | 486.07 | 486.07 | 486.07 | 486.07 | 486.07 | 486.07 | 486.07 |
| COUT TOTAL F CFA | 372 996 | 401 855 | 394 462 | 370 217 | 351 970 | 345 067 | 242 443 | 234 209 | 230 267 |
| TAXE PORT | 0.00 | 991.00 | 991.00 | 991.00 | 212.00 | 212.00 | 212.00 | 212.00 | 212.00 |
| FRAIS PASS. | 1.427,00 | 729.105 | 729.105 | 729.105 | 729.105 | 729.105 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| COUTS DIRECTS | 122 | 122 | 122 | 122 | 122 | 122 | 122 | 122 | 122 |
| FSIPP | 0 | 47 355 | 48 055 | 43 225 | 40 600 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 |
| PARITE IMPORTA. | 374 545 | 451 052 | 444 359 | 415 284 | 393 633 | 371 130 | 267 777 | 259 543 | 255 601 |

PARITE IMPORTATION

| | fcfa par tonne du mois | facteurs de conversion 25°C | fcfa par m ³ à 25°C | facteurs de conversion 15°C | fcfa par m ³ à 15°C |
|------------------|---------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| BUTANE | 374 545 | | | | |
| SUPER | 451 052 | 1.35300 | 333 372 | 1.33800 | 337 109 |
| ESSENCE | 444 359 | 1.37300 | 323 641 | 1.35600 | 327 698 |
| PETROLE | 415 284 | 1.23500 | 336 262 | 1.22300 | 339 562 |
| GASOIL | 393 633 | 1.16000 | 339 339 | 1.15200 | 341 695 |
| DIESEL | 371 130 | | | | |
| FUEL OIL 180 | 267 777 | | | | |
| FUEL OIL 380 | 259 543 | | | | |
| FUEL OIL SENELEC | 255 601 | | | | |

Structure des prix des produits Pétroliers

CANAL (TTC)

A compter du 17 avril 2010

| | Super Carburant | Essence Ordinaire | Essence Pirogue | Pétrole Lampant | Gasoil |
|--|-----------------|-------------------|-----------------|-----------------|--------|
|--|-----------------|-------------------|-----------------|-----------------|--------|

| | | | | | |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 333 372 | 323 641 | 323 641 | 336 262 | 339 339 |
| 2 BASE TAXABLE | 293 075 | 283 489 | 283 489 | 295 782 | 299 373 |
| 3 DROITS DE PORTE | 32 238 | 31 184 | 31 184 | 17 747 | 32 931 |
| 4 PRIX EX-DEPOT (1+3) | 365 610 | 354 825 | 354 825 | 354 009 | 372 270 |
| 5 STABILISATION FISCALE | - | - | - | - | - |
| 6 TAXE SPECIFIQUE | 206 650 | 188 470 | 38 560 | - | 93 950 |
| 7 MARGE DISTRIBUTEUR | 50 660 | 50 660 | 75 520 | 50 660 | 50 660 |
| DONT : PEREQUATION TRANSPORT | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 |
| 8 BASE TVA (1+3+6+7+5) | 622 920 | 593 955 | 468 905 | 404 669 | 516 880 |
| 9 TVA | 112 126 | 106 912 | 84 403 | 72 840 | 93 038 |
| 10 PRIX DE VENTE AU DETAILLANT (4+6+7+9) | 735 046 | 700 867 | 553 308 | 477 509 | 609 918 |
| 11 MARGE DETAILLANT | 10 500 | 10 500 | 10 500 | 10 500 | 10 500 |
| 12 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par m ³ | 745 546 | 711 367 | 563 808 | 488 009 | 620 418 |
| en F cfa par litre | 746 | 711 | 564 | 488 | 620 |

CANAL (TTC)

| | Diesel Oil | Diesel Sénélec | Fuel oil 180 | Fuel oil 380 | Fuel oil Sénélec | Distillat TAG | Kérosene TAG | Naphta |
|--|------------|----------------|--------------|--------------|------------------|---------------|--------------|---------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 371 130 | 371 130 | 267 777 | 259 543 | 255 601 | 378 033 | 397 059 | 383 474 |
| 2 BASE TAXABLE | 340 458 | 340 458 | 239 127 | 231 000 | 227 106 | 347 273 | 365 291 | 351 782 |
| 3 DROITS DE PORTE | 20 427 | 20 427 | 14 348 | 13 860 | 13 626 | 20 836 | 21 917 | 21 107 |
| 4 PRIX EX-DEPOT (1+3) | 391 557 | 391 557 | 282 125 | 273 403 | 269 227 | 398 869 | 418 976 | 404 581 |
| 5 STABILISATION FISCALE | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 6 MARGE DISTRIBUTEUR | 28 844 | 28 844 | 28 844 | 28 844 | 9 054 | 28 844 | 28 844 | 28 844 |
| 7 BASE TVA (1+3+6+5) | 420 401 | 420 401 | 310 969 | 302 247 | 278 281 | 427 713 | 447 820 | 433 425 |
| 8 PRIX DE VENTE AU CONSUMM. HTVA (1+3+6) | 420 401 | 420 401 | 310 969 | 302 247 | 278 281 | 427 713 | 447 820 | 433 425 |
| 9 TVA | 75 672 | 75 672 | 55 974 | 54 404 | 50 091 | 76 988 | 80 608 | 78 017 |
| 10 PRIX DE VENTE AU CONSUMM. en F cfa par tonne | 496 073 | 496 073 | 366 943 | 356 651 | 328 372 | 504 701 | 528 428 | 511 442 |

A compter du 17 avril 2010

Structure des prix des produits Pétroliers

| BUTANE 38 KG ET 12,5 KG (Fcfa/TM) | |
|--|---------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 374 545 |
| 2 BASE TAXABLE | 369 204 |
| 3 DROITS DE PORTE | 3 692 |
| 4 PRIX EX-DEPOT | 378 237 |
| 5 STABILISATION FISCALE | 0 |
| 6 STABILISATION | 0 |
| 7 MARGE DU DISTRIBUTEUR | 132 178 |
| 8 BASE TVA | 510 415 |
| 9 TVA | 0 |
| 10 PRIX TTC | 510 415 |
| 11 MARGE DETAILLANT | 18.240 |
| 12 PRIX DE VENTE AU CONSOMM. | 528 655 |

| BUTANE | 9 KG (Fcfa/TM) | 6 KG (Fcfa/TM) | 2.7 KG (Fcfa/TM) |
|--------------------------------|---------------------------|---------------------------|-----------------------------|
| 1 PRIX PARITIE IMPORTATION | 374 545 | 374 545 | 374 545 |
| 2 BASE TAXABLE | 369 204 | 369 204 | 369 204 |
| 3 DROITS DE PORTE | 3 692 | 3 692 | 3 692 |
| 4 PRIX EX-DEPOT | 378 237 | 378 237 | 378 237 |
| 5 STABILISATION FISCALE | 0 | 0 | 0 |
| 6 SUBVENTION | 0 | 0 | 0 |
| 7 MARGE DU DISTRIBUTEUR | 99 384 | 99 384 | 99 011 |
| dont frais de passage en dépôt | 32 480 | 32 480 | 32 480 |
| 8 BASE TVA | 477 621 | 477 621 | 477 248 |
| 9 TVA | 0 | 0 | 0 |
| 10 PRIX TTC | 477 621 | 477 621 | 477 248 |

| | |
|-------------------------------------|--------|
| * PRIX BOUTELLE 38 KG ARRONDI | 20 089 |
| | 20 090 |
| * PRIX BOUTELLES 12,5 KG ARRONDI | 6 608 |
| | 6 610 |

| BOUTELLE DE | 9 KG | 6 KG | 2.7 KG |
|-----------------------------------|-------------|-------------|---------------|
| * PRIX EX-DISTRIBUTEUR | 4 299 | 2 866 | 1 289 |
| * MARGE GROSSISTE | 170 | 105 | 45 |
| * PRIX EX- GROSSISTE | 4 469 | 2 971 | 1 334 |
| * MARGE DETAILLANT | 110 | 85 | 35 |
| * PRIX AU CONSOMMATEUR ARRONDI | 4 579 | 3 056 | 1 369 |
| | 4 580 | 3 055 | 1 370 |

(CANAL HTT)

| | Super Carburant | Essence Ordinaire | Pétrole Lampant | Gasoil |
|---|----------------------------|------------------------------|----------------------------|---------------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 333 372 | 323 641 | 336 262 | 339 339 |
| 2 BASE TAXABLE | 293 075 | 283 489 | 295 782 | 299 373 |
| 3 DROITS DE PORTE | 32 238 | 31 184 | 17 747 | 32 931 |
| 4 PRIX EX-DEPOT | 365 610 | 354 825 | 354 009 | 372 270 |
| 5 TAXE SPECIFIQUE | 206 650 | 188 470 | - | 93 950 |
| 6 EXONERATION DROITS DE PORTE | - 32 238 | - 31 184 | - 17 747 | - 32 931 |
| 7 MARGE DISTRIBUTEUR DONT : PEREQUATION TRANSPORT | 50 660 | 50 660 | 50 660 | 50 660 |
| | 12.000 | 12.000 | 12.000 | 12.000 |
| 8 PRIX DE VENTE AU DETAILLANT | 590 682 | 562 771 | 386 922 | 483 949 |
| 9 MARGE DETAILLANT | 10 500 | 10 500 | 10 500 | 10 500 |
| 10 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par m ³ | 601 182 | 573 271 | 397 422 | 494 449 |
| | 60 118 | 57 327 | 39 742 | 49 445 |

Structure des prix des produits Pétroliers

(CANAL HTVA et DD)

| A compter du 17 avril 2010 | Super Carburant | Essence Ordinaire | Pétrole Lampant | Gasoil |
|---|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 333 372 | 323 641 | 336 262 | 339 339 |
| 2 BASE TAXABLE | 293 075 | 283 489 | 295 782 | 299 373 |
| 3 DROITS DE PORTE | 32 238 | 31 184 | 17 747 | 32 931 |
| 4 PRIX EX-DEPOT | 365 610 | 354 825 | 354 009 | 372 270 |
| 5 TAXE SPECIFIQUE | 206 650 | 188 470 | - | 93 950 |
| 6 EXONERATION DROITS DE DOUANE | - 29.308 | - 28.349 | - 14.7897 | - 29.937 |
| 7 MARGE DISTRIBUTEUR DONT : PEREQUATION TRANSPORT | 50 660 12 000 | 50 660 12 000 | 50 660 12 000 | 50 660 12 000 |
| 8 PRIX DE VENTE AU DETAILLANT | 593 612 | 565 606 | 389 922 | 483 943 |
| 9 MARGE DETAILLANT | 10 500 | 10 500 | 10 500 | 10 500 |
| 10 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par m ³ | 604 112 | 576 106 | 400 380 | 497 443 |
| | en F cfa par hl | 60 411 | 57 611 | 40 038 |
| | | | | 49744 |

(CANAL HTVA)

| | Super Carburant | Essence Ordinaire | Essence pirogue | Pétrole Lampant | Gasoil |
|--|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 333 372 | 323 641 | 323 641 | 336 262 | 339 339 |
| 2 BASE TAXABLE | 293 075 | 283 489 | 283 489 | 295 782 | 299 373 |
| 3 DROITS DE PORTE | 32 238 | 31 184 | 31 184 | 17 747 | 32 931 |
| 4 PRIX EX-DEPOT | 365 610 | 354 825 | 354 825 | 354 009 | 372 270 |
| 5 TAXE SPECIFIQUE | 206 650 | 188 470 | 38 560 | - | 93 950 |
| 6 MARGE DISTRIBUTEUR DONT : PEREQUATION TRANSPORT | 50 660 12 000 | 50 660 12 000 | 75 520 12 000 | 50 660 12 000 | 50 660 12 000 |
| 7 PRIX DE VENTE AU DETAILLANT | 622 920 | 593 955 | 468 905 | 404 669 | 516 880 |
| 8 MARGE DETAILLANT | 10 500 | 10 500 | 10 500 | 10 500 | 10 500 |
| 9 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par m ³ | 633 420 | 604 455 | 479 405 | 415 169 | 527 380 |
| | en F cfa par hl | 63 342 | 60 446 | 47 941 | 41 517 |
| | | | | | 52 738 |

Structure des prix des produits Pétroliers

(CANAL HTT)

A compter du 17 avril 2010

| | Diesel Oil | Fuel Oil 180 CST | Fuel Oil 380 CST |
|---|---------------|---------------------|---------------------|
| 1 PRIX PARITE IMPORTATION | 371 130 | 267 777 | 259 543 |
| 2 BASE TAXABLE | 340 458 | 239 127 | 231 000 |
| 3 DROITS DE PORTE | 20 427 | 14 348 | 13 860 |
| 4 PRIX EX-DEPOT | 391 557 | 282 125 | 273 403 |
| 5 EXONERATION DROITS DE PORTE | -20 427 | -14 348 | -13 860 |
| 6 MARGE DISTRIBUTEUR | 28 844 | 28 844 | 28 844 |
| 7 PRIX DE VENTE AU CONSOMMATEUR en F cfa par tonne | 399 974 | 296 621 | 288 387 |

| PRODUITS | UNITES | PRIX PARITE IMPORTATION | PRIX DE REPRISE HTT |
|-------------------|------------|-------------------------------|---------------------------|
| SUPER CARBURANT | M3 A 15° C | 337 109 | 337 109 |
| ESSENCE ORDINAIRE | M3 A 15° C | 327 698 | 327 698 |
| PETROLE LAMPANT | M3 A 15° C | 339 562 | 339 562 |
| GASOIL | M3 A 15° C | 341 695 | 341 695 |
| DIESEL OIL | T | 371 130 | 371 130 |
| FUEL OIL 180 CST | T | 267 777 | 267 777 |
| FUEL OIL 380 CST | T | 259 543 | 259 543 |

A Compter 17 avril 2010

(CANAL TTC)

| PRODUITS | UNITES | PPI | BASE TAXABLE | DROITS DE PORTE | PRIX EX DEPOT | BASE TVA | TVA | PRIX DE REPRISE HTVA | PRIX DE REPRISE TTC |
|--------------------|-----------|---------|--------------|-----------------|---------------|----------|--------|----------------------|---------------------|
| BUTANE 12.5/38 KG | T | 374 545 | 369 204 | 3 692 | 378 237 | 378 237 | 0 | 378 237 | 378 237 |
| BUTANE 9 KG | T | 374 545 | 369 204 | 3 692 | 378 237 | 378 237 | 0 | 378 237 | 378 237 |
| BUTANE 6 KG | T | 374 545 | 369 204 | 3 692 | 378 237 | 378 237 | 0 | 378 237 | 378 237 |
| BUTANE 2.7 KG | T | 374 545 | 369 204 | 3 692 | 378 237 | 378 237 | 0 | 378 237 | 378 237 |
| SUPER CARBURANT | M3 A 15°C | 337 109 | 296 361 | 32 600 | 369 709 | 369 709 | 66 548 | 369 709 | 436 257 |
| ESSENCE ORDINAIRE | M3 A 15°C | 327 698 | 287 043 | 31 575 | 359 273 | 359 273 | 64 669 | 359 273 | 423 942 |
| ESSENCE PIROGUE | M3 A 15°C | 327 698 | 287 043 | 31 575 | 359 273 | 359 273 | 64 669 | 359 273 | 423 942 |
| PETROLE LAMPANT | M3 A 15°C | 339 562 | 298 685 | 17 921 | 357 483 | 357 483 | 64 347 | 357 483 | 421 830 |
| GASOIL | M3 A 15°C | 341 695 | 301 452 | 33 160 | 374 855 | 374 855 | 67 474 | 374 855 | 442 329 |
| DIESEL OIL | T | 371 130 | 340 458 | 20 427 | 391 557 | 391 557 | 70 480 | 391 557 | 462 037 |
| DIESEL OIL SENELEC | T | 371 130 | 340 458 | 20 427 | 391 557 | 391 557 | 70 480 | 391 557 | 462 037 |
| FUEL OIL 180 CST | T | 267 777 | 239 127 | 14 348 | 282 125 | 282 125 | 50 783 | 282 125 | 332 908 |
| FUEL OIL 380 CST | T | 259 543 | 231 000 | 13 860 | 273 403 | 273 403 | 49 213 | 273 403 | 322 616 |
| FUEL OIL SENELEC | T | 255 601 | 227 106 | 13 626 | 269 227 | 269 227 | 48 461 | 269 227 | 317 688 |
| DISTILAT TAG | T | 378 033 | 347 273 | 20 836 | 398 869 | 398 869 | 71 796 | 398 869 | 470 665 |
| KEROSENE TAG | T | 397 059 | 365 291 | 21 917 | 418 976 | 418 976 | 75 416 | 418 976 | 494 392 |
| NAPHTA | T | 383 474 | 351 782 | 21 107 | 404 581 | 404 581 | 75 825 | 404 581 | 477 406 |

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 2463 MÉM-METTTF en date du 17 mars 2010 abrogeant l'arrêté interministériel n° 6508 MEM-MIETTMI du 10 août 2004 portant agrément pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés accordé à M. Mamadou Sady et accordant l'agrément pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés à la Société Transports Sady SARL.

Article premier. - Est abrogé l'arrêté interministériel n° 6508 MEM-METTMI du 10 août 2004 portant agrément pour l'exercice de la profession de transporteurs routier d'hydrocarbures raffinés accordé à M. Mamadou Sady sis 44, rue Lamy x Tolbiac.

Art. 2. - Il est accordé un agrément à la Société TRANSPORTS SADY SARL 44, rue Lamy x Tolbiac pour l'exercice de la profession de transporteur routier d'hydrocarbures raffinés.

L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable à compter du 10 août 2009.

Il peut être renouvelé dans les mêmes formes pour une période ne pouvant excéder la durée initiale.

Le renouvellement est de droit si la Société TRANSPORTS SADY SARL a rempli les obligations définies pour l'obtention de l'agrément.

Art. 3. - La Société TRANSPORTS SADY SARL doit réaliser un garage attesté conforme (aux normes de sécurité et de protection de l'environnement) par le Ministère en charge de l'Environnement avant le démarrage de ses activités

Art. 4. - Le Directeur des Hydrocarbures et des Combustibles Domestiques et le Directeur des Transports terrestres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié partout où besoin sera.

MINISTÈRE DU COMMERCE

ARRETE MINISTERIEL n° 8757 en date du 28 septembre 2010 portant création et organisation du Centre de recherches, d'analyses des échanges et statistiques (CRADES)

Article premier. - Il est créé au sein du Ministère du Commerce, un centre de recherche et d'analyse pour l'intelligence économique, l'orientation stratégique, le suivi et l'évaluation d'impact de la politique commerciale, dénommée « Centre de Recherches, d'Analyses des Echanges et Statistiques » (CRADES). Le CRADES est rattaché au cabinet du Ministre du Commerce.

Art. 2. - Sous l'autorité du Ministre du Commerce, le CRADES a pour missions, la recherche, le traitement et l'analyse des statistiques et informations commerciales, en vue de promouvoir le développement du commerce.

A ce titre, il est chargé :

- de faire des études et analyses, seul ou en partenariat avec d'autres structures compétentes, en rapport avec la promotion et le développement du commerce ;

- d'assurer de façon permanente, en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, la Direction de la Prévision et des Economiques, la Direction du Commerce Extérieur, l'Agence de Régulation des Marchés, l'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations et le Trade Point Sénégal, la veille commerciale sur l'environnement extérieur de l'économie nationale par l'analyse des risques et des opportunités existants sur les marchés internationaux, ainsi que des caractéristiques des échanges extérieurs ;

- d'assurer, en liaison avec la Direction générale des Douanes, l'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations, la Direction du Commerce intérieur, la Direction du Commerce Extérieur, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie et les Services de la Banque Centrale, l'analyse et le suivi des contraintes liées au commerce, le suivi des performances commerciales de l'économie, en l'occurrence, celles des principaux biens et services ;

- d'assurer, en relation avec les services concernés, le suivi du système de surveillance commerciale de l'UEMOA, de la CEDEAO, de l'UNION Africaine, de l'OCI, de l'OMC etc ;

- de contribuer, en liaison avec les services concernés, à la formulation de la politique commerciale, au suivi des négociations commerciales internationales et à l'évaluation de l'impact des accords commerciaux régionaux et multilatéraux ainsi que des préférences commerciales dont bénéficie le Sénégal, sur l'économie ;

- d'appuyer les sous-comités du Comité National des Négociations Commerciales Internationales (CNNCI) et toute autre structure par des études et analyses, en rapport les sujets traités dans le cadre des négociations commerciales internationales auxquelles participe le Sénégal ou en rapport avec la promotion et le développement du commerce ;

- de contribuer au renforcement des capacités des acteurs des secteurs public et privé et ceux de la société civile, par la communication et la formation sur les règles et pratiques commerciales.

Art. 3. - En vué de l'exécution de ses missions, le Centre est autorisé à conclure des conventions et des contrats avec des personnes physiques ou morales des secteurs public ou privé.

En particulier, dans le cadre de ses activités, notamment d'études et de formulation de la politique commerciale, le Centre est autorisé à s'associer les services d'experts extérieurs, le concours d'assistants de recherche et les services de personnels de soutien.

Les activités du Centre sont coordonnées par un fonctionnaire de la hiérarchie A, nommé par arrêté du Ministre du Commerce.

Art. 4. - Le Centre de Recherches et d'Analyses des Echanges et Statistiques (CRADES) comprend :

- la Division de la Recherche, de l'Analyse et des Etudes (DRAE) ;
- la Division de l'Intelligence Economique et de l'Exploitation des Statistiques (DIEES) ;
- la Division de la Documentation Commerciale et de la Communication (DDCC).

Art. 5. 1. Le Centre est administré par un Conseil d'orientation qui délègue à un Coordonnateur, tous les pouvoirs nécessaires au bon fonctionnement du Centre, cette délégation devant être approuvée par le Ministre du Commerce. Le Conseil d'orientation est présidé par le Ministre du Commerce et comprend dix sept membres, nommés et révoqués par arrêté du Ministre du Commerce, après avis des responsables des structures visées par la liste ci-après :

- un représentant de la Présidence de la République ;
- un représentant de la Primature ;
- un représentant du Ministre de l'Economie et des Finances ;

- un représentant du Ministre chargé de l'Industrie ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Agriculture ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Elevage ;
- un représentant du Ministre chargé du Tourisme ;
- un représentant du Ministre chargé de l'Economie Maritime ;
- un représentant de chacun des Partenaires techniques et Financiers contribuant au financement des activités du Centre ;
- un représentant de la CNES ;
- un représentant du CNP ;
- un représentant du MEDES ;
- un représentant de l'ENAC ;
- un représentant du CONGAD ;
- un représentant de l'UNACOIS/JAPPO ;
- un représentant de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ;
- un représentant de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.

2. Le Conseil choisit parmi ses membres un vice-président ;

3. Les membres du Conseil d'orientation sont nommés pour une durée de deux ans renouvelables à son terme ;

4. Le Ministre du Commerce peut révoquer un membre avant l'expiration de son mandat sur proposition du responsable de son organisation d'origine, et après avis du Conseil d'orientation ;

5. En cas de démission, de décès ou de révocation avant terme du mandat d'un membre du Conseil d'orientation, il est pourvu à son remplacement par la nomination d'un nouveau membre qui achève le mandat de celui qu'il remplace ;

6. Le Conseil d'orientation se réunit au moins une fois tous les trois mois sur convocation de son président. Il peut également être convoqué à la demande de deux de ses membres. Le délai de convocation est de cinq jours, sauf en cas d'urgence à apprécier par le président du Conseil. La convocation indique l'ordre du jour, la date et le lieu de la réunion ;

7. Le Conseil d'orientation ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente. Il décide à la majorité simple des voix des membres présents. En cas d'égalité de voix, le vote du président de séance est prépondérant ;

8. Le Conseil d'orientation a la faculté de recourir à l'avis d'experts indépendants s'il le juge nécessaire, lesquels experts peuvent assister avec voix consultative aux réunions du Conseil d'orientation, si celui-ci le leur demande.

9. Le Coordonnateur du Centre assiste aux réunions du Conseil d'orientation et en assure le secrétariat.

Art. 6. - Le Conseil d'orientation approuve le manuel de procédures et le règlement intérieur du Centre. Sous réserve de l'approbation du ministre de tutelle, il décide sur les points portant sur :

- le budget d'investissement et de fonctionnement ;
- l'organigramme, la grille des emplois et leur classification ainsi que les conditions et modalités de rémunération et le volume des tâches du personnel ;
- la motivation des membres du Conseil d'orientation et du comité technique ;
- l'acceptation et le refus de dons, legs ou autres ressources ;
- les orientations générales quant aux utilisations et activités du Centre ;
- le rapport général d'activités ;
- les actions judiciaires à intenter et les transactions à conclure ;
- les conventions à conclure ;
- l'engagement des personnels du Centre.

Les décisions qui ont une incidence directe sur le budget de l'Etat sont soumises à l'approbation du Ministre du Commerce.

Les actions judiciaires sont intentées et défendues au nom du Centre par son Coordonnateur.

Le Conseil d'orientation adopte un règlement intérieur déterminant les modalités de son fonctionnement. Ce règlement est soumis à l'approbation du ministre de tutelle et de celle des partenaires contribuant au financement du Centre.

Le Ministre du Commerce peut suspendre provisoirement les décisions du Conseil d'orientation lorsqu'il estime qu'elles sont contraires aux lois, aux règlements ou aux objectifs du Centre. Dans ce cas, il peut déclarer la suspension définitive dans un délai de deux mois après en avoir saisi les partenaires contribuant au financement du Centre, la date de l'accusé de réception faisant foi.

Art. 7. - le Conseil d'orientation est assisté par un Comité technique composé de représentants :

- du Conseil Economique et Social (CES) ;
- de l'Agence nationale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ;
- du Centre d'Etudes et de Politique pour le Développement (CEPOD) ;
- de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques ;
- de l'Agence nationale de la Statistique et de la Démographie ;

- de la Direction de l'Analyse, de la Prévision et de la Statistique du Ministère de l'Agriculture ;
- de l'Unité de Coordination et de Suivi de la Politique Economique du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- de la Direction générale des Douanes (DGD) ;
- de la Direction de l'horticulture ;
- de la Direction de l'Industrie (DI) ;
- de la Direction de la Pêche ;
- de la Direction de l'Elevage ;
- de la Direction de la Transformation des produits alimentaires ;
- de la Directeur du Commerce Extérieur (DCE) ;
- de la Direction du Commerce Intérieur (DCI) ;
- de l'Agence de Régulation des Marchés (ARM) ;
- de l'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations (ASEPEX) ;
- du Trade Point Sénégal (TPS) ;
- de l'Observatoire Economique de la Chambre de Commerce, d'industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD) ;
- de l'Institut de Recherche Agricole (ISRA-BAM) ;
- du Centre de Recherche et d'Economie Appliquée (CREA) ;
- du Consortium pour la Recherche Economique et sociale (CRES) ;
- du Centre de Recherche pour la Formation et le Développement Economique et Social (CFREDES) ;
- du Conseil national du Patronat (CNP) ;
- de la Confédération nationale des Travailleurs du Sénégal (CNES) ;
- du Mouvement des Entreprises du Sénégal (MEDS).

Le Comité technique se réunit sur convocation du Président du Conseil d'orientation.

Art. 8. - Les ressources du Centre proviennent notamment :

1. des contributions inscrites au budget de l'Etat ;
2. des dons accordés par les partenaires techniques et financiers contribuant au financement des activités du Centre ;

3. du remboursement par des tiers de services et de prestations offerts ;

4. d'autres dons et legs.

Art. 9. - Des locaux, des installations et des équipements, appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat, sont mis à la disposition du Centre. La gestion du matériel et des équipements fait l'objet d'un suivi en comptabilité matières.

Art. 10. - Le présent arrêté entre en vigueur à compter de sa date de signature. Il sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : Salam-Cité Ouvrière Diamma

Objet :

- promouvoir le dialogue religieux entre les croyants pour une paix durable ;
- entreprendre des actions de développement pour la formation en construisant des lieux de culte ;
- rechercher des fonds pour l'atteinte des objectifs.

Siège social : Cité Ouvrière Diamma-Saint-Louis.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM. Chérif Hadramé Aïdara Président :

Pape Niokhor Ndir, Secrétaire général ;

Cheikh Sadibou Ngom, Trésorier général.

Récépissé de déclaration d'association n° 14.551 MINT-DAGAT DEL AS en date du 17 juin 2010.

Etude de M^e Babacar Camara

Avocat à la cour

66 Avenue El Hadji Malick Sy

(Immeuble de la Pharmacie El Hadji Malick Sy-Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 16.236-DG, appartenant au sieur Malo Guèye.

2-2